

*Pax Africana : L'éternel embrouillamini d'Ali Mazrui**

Prélude

Aussi « mordant et injurieux » que j'ai pu être dans mon dernier échange avec Ali Mazrui, ce dernier, n'a fait que confirmer l'accusation que j'ai portée contre lui, en ne s'assumant pas. Non content d'avoir répondu coup par coup, il est allé jusqu'à louer le services de quelques journalistes kenyans flagorneurs afin qu'ils mènent une campagne calomnieuse contre moi. Ce qui n'a d'ailleurs pas échappé à Anyang' Nyong'o et André Mangu, deux universitaires qui ne sont pas vraiment contre sa personne, mais plutôt contre ses idées. Dans un monde où la vertu est l'apanage de peu de gens, au lieu de me répandre en remarques hypocrites, je propose d'analyser la *Pax Africana* version Mazrui. Apparemment les propos mordants ont été d'une certaine utilité, car à entendre ses dernières déclarations, son sens du nationalisme africain semble s'être renforcé, tout comme sa foi dans le panafricanisme s'en est visiblement sortie ravivée. Un panafricanisme auquel il trouvait difficile de se « rallier » après sa participation en 1994 au 7e Congrès panafricain à Kampala, et en quoi mon attachement m'a valu de sa part des propos désobligeants (*Bulletin du CODESRIA*, 3, 1995).

« L'auto-colonisation » revisitée

Lors de notre dernière rencontre, Ali Mazrui m'accusait d'être un « caméléon » et de « m'être quelque peu embrouillé » dans sa conception des termes

Archie Mafeje
American University,
Le Caire, Égypte

« recolonisation » et « auto-colonisation ». Sans pour autant essayer de me justifier, ni tenter de lui retourner l'accusation d'être un caméléon, de n'être pas confus, mais plutôt embrouillant, une chose est sûre : ses positions souffrent par moments d'une certaine inconstance. Malgré le fait que dans une polémique antérieure, il eût particulièrement défendu la conception du terme « recolonisation » qui incluait celui de « auto-colonisation », il revient cette fois-ci pour mettre l'accent sur ce dernier concept. Une « auto colonisation », à laquelle ne participent pas les non-Africains, qu'ils soient administrateurs ou agents de Nations Unies. Que ce soit une volte-face involontaire ou non de sa part, il nous affirme que seule une responsabilité afrocentrique pourrait sauver la *Pax Africana* du risque de se transformer en un vulgaire instrument entre les mains d'agents extérieurs. Bien que le débat porte ici essentiellement sur la *Pax Africana*, il est important de rappeler que Mazrui avait déclaré auparavant que « l'auto-colonisation » pourrait devenir une composante de la *Pax Africana*.

Apparemment, nous assistons ici à un comportement de caméléon pour ce qui

est des nuances de sens des termes « recolonisation », « auto colonisation », et *Pax Africana*. Ce que n'arrivent pas à comprendre de simples esprits comme moi (Mazrui l'a laissé insinuer), c'est l'association persistante du concept *Pax Africana* avec le mot « colonisation » et de n'importe quelle colonisation que ce soit. Pourquoi seraient plus justifiables moralement et politiquement les perspectives d'un mini impérialisme régional, que tout impérialisme venu d'ailleurs ? Ne sommes-nous pas face aux premières sensibilités panafricaines d'Ali Mazrui ? En conformité avec la distinction douteuse qu'il cherche à faire, il a déclaré avec une ferveur toute nationalité :

Je préfère qu'un régime militaire comme celui du Nigeria défende la démocratie en Sierra Leone, qu'une démocratie comme la France ou les États-Unis maintienne des dictatures militaires dans le pays en développement (p.15).

Drôle de choix ! Ou bien est-ce de la schizophrénie idéologique ? Après avoir fait avorter les élections démocratiques dans son propre pays, avoir piétiné la démocratie et les droits de l'homme de ses propres citoyens, avoir impunément assassiné ses opposants, de quelle justification morale / politique la dictature militaire nigérienne pourrait-elle s'entourer pour défendre ce qu'elle nie impitoyablement chez elle ? Ensuite, a-t-elle le droit

d'usurper la place de l'ECOMOG quand elle le désire ? Si ici le maître mot est la force qui prime sur le droit, alors sur quelles raisons pourrait-on se baser pour refuser à la France ou aux États-Unis le droit d'invoquer le même principe immoral ? Il est clair que le nationalisme africain pervers de Ali Mazrui ne peut que conduire à un gouffre moral et politique. Ce qui est inquiétant, c'est cette vision qui se tient en accord avec sa dangereuse idée des cinq « États pivots » d'Afrique qu'il partage avec le Département d'État américain. Une idée qui bafoue, et l'éthique politique du continent, et les droits démocratiques des petits États participant aux processus inexorables d'intégration régionale et globale. En tout les cas, les méthodes d'intervention des présidents Mandela et Abacha dans la politique africaine sont diamétralement opposées. Donc, il s'avère impératif de savoir sur quelle base et comment chaque intervention sera réalisée.

Une *Pax Africana* dévoyée

Dès les premières remarques de l'article incriminé, il apparaît que Ali Mazrui est victime d'une illusion. Car en plus de croire qu'il est le « père » de la *Pax Africana*, il s'imaginerait que tel Apollon avec l'Oracle de Delphes, l'histoire va lui faire signe. Ensuite, sa méthodologie est souvent erronée. En effet, il considère les analogies et les métaphores comme une méthode d'analyse valable en histoire et en sciences sociales. Pour exemple, l'analogie historique qu'il a faite entre l'opération de la Baie des Cochons et la campagne du Front patriotique du Rwanda (FPR) contre le régime de Kigali. Une telle analogie ne tient ni structurellement, ni substantiellement. C'est juste un style flamboyant qu'il utilise, et comme je l'avais affirmé, confère aux réflexions de Mazrui un ton de superficialité. Il serait vraiment absurde pour ce dernier d'avancer le postulat que le FPR était un mouvement contre révolutionnaire au service d'un chef impérialiste dénommé Yoweri Museveni. Il serait tout aussi insensé (ça l'est d'ailleurs comme cela va se démontrer) de sa part de déclarer que la campagne du FPR menée avec l'aide de l'Ouganda, constituait « un formidable exemple de *Pax Africana* ».

La métaphore du « singe de papier » aussi attrayante soit-elle, ne nous est d'aucun secours. Voici comment se présente la situation : nous avons d'une part l'armée zaïroise qui pendant très longtemps n'a

existé que sur le papier. Elle était non seulement déprimée par des conditions de travail précaires (avec le non-paiement des salaires des mois durant) mais aussi profondément mécontente du régime de Mobutu, à l'instar des autres masses opprimées du pays. Par conséquent, en tant qu'armée, elle n'avait aucune cause à défendre, sinon soutenir quelques leaders politiques en vogue. Nous avons d'autre part le Banyamulenges¹, boucs émissaires du régime chancelant de Mobutu, qui avaient de bonnes raisons de se soulever. Leur campagne militaire a coïncidé avec l'opération que préparait Museveni et Kagame en vue de se voir considérer comme de « petits tigres ». Le soulèvement contre Mobutu n'était pas seulement national, mais aussi régional, multiethnique, comme le reconnaît parfaitement Mazrui. En réalité, le soi-disant « rendez-vous avec l'histoire » de Kabila ressemblerait plutôt à un rendez-vous avec une hyène (qui serait lui), un charognard traînant avec lui une armée sans nom. Tout ceci entraîne des implications louches pour la fameuse *Pax Africana* dont se vante Mazrui. Jusqu'ici, ni le jeu de domino de Museveni, ni le militarisme éclairé du FPR n'ont apporté la paix dans les pays en trouble. En ce qui concerne le Rwanda, Ali Mazrui a cyniquement déclaré que : « l'objectif du Front patriotique rwandais à partir de l'Ouganda n'était pas d'empêcher les massacres, mais d'assurer la conquête et le contrôle ». Même s'il est honnête de reconnaître que cet opportunisme leur commandait d'arrêter les massacres à grande échelle menés par l'Interhamwe (des milices soutenues par le gouvernement rwandais).

Le plus troublant, sur leur *Pax* rwandaise est que, à peine eurent-ils pacifié le pays, que leur militarisme effréné a dégénéré en un vaste massacre dans les camps de réfugiés et qu'ils se sont transformés en des escadrons de la mort ambulants. Le temps qu'ils rejoignent la guerre contre Mobutu, ils étaient devenus indissociables des mercenaires ordinaires dont ils utilisaient les méthodes pour perpétrer des atrocités. Leurs agissements se sont soldés par d'innombrables tombes creusées dans l'Est du Zaïre. Plus tard, ils se sont accrochés comme des sangsues au coup du président autoproclamé Laurent Kabila qui en conséquence de cela a dû jouer à cache-cache avec la Commission d'enquête des Nations Unies- mise en place.

Serait-il possible que notre héros ait accédé au pouvoir les mains dégoulinantes

de sang ? Est-il concevable que les héros de la *Pax Africana* d'Ali Mazrui que sont Museveni et Kagame aient été des anges de la mort qui n'ont apporté ni paix, ni démocratie à la région ? La chute de Mobutu à laquelle ils ont contribué indirectement ne saurait leur servir de caution. Cette chute était annoncée par les longues luttes sociales et politiques dans l'ex-Zaïre qui ne cessaient de s'intensifier. Mobutu était fini dans tous les sens du terme. Donc, la logique veut Monsieur Mazrui que la *Pax Africana* aille de pair avec la paix. De bonnes intentions suivies d'actes répréhensibles, n'en sont plus.

Démocratie : la véritable clé de la *Pax Africana*

Pour Ali Mazrui, le concept de *Pax Africana* ne peut être que non démocratique et réactionnaire. Un concept qui ne pose ni la démocratie en condition *sine qua non* pour la paix, ni l'égalité comme condition nécessaire pour la coopération politique entre nations. Au lieu d'être axé sur les populations, il est basé sur l'autorité de l'État (plus il est puissant, mieux c'est) à tendance militariste. Il accorde au régime criminel nigérian le droit d'imposer sa volonté dictatoriale sur la faible Sierra Leone, célèbre les « petits tigres » militaristes comme ceux du Front patriotique rwandais pour avoir expédié en enfer « le singe de papier » qu'était l'armée zaïroise, tout en bafouant les droits démocratiques et humains des citoyens dans les camps de l'ex-Zaïre. Quant à Museveni « le renard », dont le régime non démocratique a organisé l'expulsion de citoyens ougandais d'origine rwandaise² (malgré le fait que certains d'entre eux étaient ses camarades d'armes) et le a froidement envoyés rejoindre la marche forcée vers le Rwanda, il apparaît comme un symbole éclatant de la *Pax Africana*. Mais comme le dit le proverbe, charité bien ordonnée commence par soi-même. En réalité, il est parfaitement illusoire de penser que la paix en Afrique peut se faire sans la démocratie. Démocratie ne veut pas dire uniquement droits des individus, mais aussi et surtout responsabilité sociale collective.

Il apparaît par conséquent que la *Pax Africana* ne peut pas être l'affaire de gouvernements isolés ou de présidents comploteurs décidant unilatéralement ce qui est bon pour leurs voisins. Elle doit être une responsabilité collective dont les citoyens ne sont pas exclus, et doit être basée sur un code de conduite bien dé-

fini. Les organisations régionales comme l'ECOMOG et bientôt le Blue Eagle dans la région de SADC ne doivent pas être considérées comme « les bras armés » potentiels de la *Pax Africana* à la Mazrui, mai plutôt comme des prototypes de dispositifs destinés au maintien de la paix en Afrique. En plus de l'absence d'un code de conduite établi et d'une formation préalable au maintien de la paix, l'ECOMOG a commis des erreurs au Liberia en partie à cause de l'autoritarisme du contingent nigérian. La militarisation des politiques nationales en Afrique prédispose les forces de maintien de la paix à faire la guerre et non à restaurer la paix dans les pays en guerre. C'est une des raisons pour lesquelles la démilitarisation en Afrique doit être considérée comme une part essentielle du processus de démocratisation. Les armées africaines sont célèbres pour ne pas se battre contre des ennemis extérieurs, mais pour s'en prendre à leurs propres populations civiles. Ce qui constitue une négation totale de la démocratie et une violation ultime des droits de la citoyenneté.

Pour ce rôle destructeur, elles se voient attribuer dans ces pays un budget supérieur à ceux des ministères de l'éducation et de la santé réunis. Jusqu'ici, comme le

armées africaines n'ont jamais été testées sur le terrain avec un vrai ennemi en face et avec comme objectif de défendre leurs propres citoyens (à l'exception de l'Égypte et de la Tanzanie), elles sont certainement toutes des « singes de papier » pour emprunter la métaphore à Mazrui. Mais en réalité, elles ont de grandes responsabilités politiques, sociales, et financières. Pour parvenir à la paix, la stabilité et le développement social collectif, l'Afrique doit être démilitarisée.

Normalement, l'OUA aurait dû prendre la responsabilité de coordonner le interventions chaque fois qu'elles se révèlent nécessaires, l'OUA pour qui Ali Mazrui nourrit des aspirations grandes mais vaines. En attendant, l'organisation panafricaine doit maintenant s'impliquer dans la recherche d'une véritable *Pax Africana* et du développement social de l'Afrique. Peut-être que cela figure dans ses projets, mais ils ne se sont pas encore traduits sur le terrain. Je crois que dans un futur prévisible, seules des initiatives panafricaines et une intégration régionale franche pourront susciter enthousiasme et intérêt. La démocratie participative pourrait s'en trouver renforcée plus qu'il n'est possible avec les structures rigides de l'OUA.

Notes

1. Il est quand même ironique de voir que Ali Mazrui, tout comme le régime de Mobutu, considère les Banyamulenges (habitants des collines de mulenge) comme des « Tutsi », 200 ans après qu'ils se soient installés, mariés dans la région minière du Kivu. À l'instar des journalistes occidentaux en ce qui concerne l'Afrique, il réfléchit en termes de tribus. Au contraire des autres spécialistes africains en sciences politiques, et des historiens africanistes contemporains qui se débattent avec les connotations et les implications sociales des identités tribales supposées, lui n'a pas varié depuis les années 1960 dans sa façon de les concevoir, de les exploiter. Et je me demande au stade où il en est, à quelle tribu il pense appartenir.
2. La Tanzanie, mal inspirée, procède de même avec des populations qui se sont et ont été installées sur son territoire près de 40 ans. Parce qu'en fait, il n'existe ni responsabilité collective, ni non plus de code de conduite établi entre les États africains. Comment peuvent devenir subitement « Tutsi » des citoyens tanzaniens sur deux générations et non les Bahinda/ Bahima de Buyaya, Buba et Buzinga ?

* Bulletin du CODESRIA, numéro 2, 1998 (p. 9-11).



Archie Mafeje with Suzane Nkomo et Jimmy Adesina au 30e Anniversaire du CODESRIA, decembre 2003, à Dakar, Sénégal